

Cybermalveillance.gouv.fr lance une AlerteCyber concernant des failles de sécurité critiques dans les produits Qnap

Paris, le 13 mai 2024 – Cybermalveillance.gouv.fr déclenche ce jour une nouvelle AlerteCyber concernant des failles de sécurité critiques dans plusieurs logiciels des serveurs de stockage en réseau (NAS) Qnap. Il est primordial de les corriger le plus rapidement possible en mettant à jour les systèmes concernés pour réduire les risques d'une cyberattaque.

Qu'est-ce qu'AlerteCyber ?

Mis en place en juillet 2021, AlerteCyber est un dispositif lancé dès lors qu'une menace ou une faille critique est identifiée et qualifiée en tant que telle, conjointement par l'ANSSI et Cybermalveillance.gouv.fr. Son objectif est d'informer les entreprises, collectivités et associations de toute taille face à la menace afin de les inciter à prendre les mesures qui s'imposent pour se protéger.

Dans le cadre du dispositif AlerteCyber, Cybermalveillance.gouv.fr publie ce jour une nouvelle alerte de cybersécurité concernant des failles de sécurité critiques dans plusieurs logiciels des serveurs de stockage en réseau (NAS) Qnap.

De quoi s'agit-il ? Quels sont les risques encourus ? Quels systèmes sont concernés et surtout, quelles mesures doivent être prises ? C'est précisément ce que détaille cette nouvelle AlerteCyber.

Description de la vulnérabilité

Des failles de sécurité critiques ont été corrigées dans plusieurs logiciels des serveurs de stockage en réseau (NAS) Qnap.

Des cybercriminels pourraient très prochainement exploiter ces failles pour conduire des attaques massives contre les systèmes vulnérables.

Il est vivement conseillé d'appliquer au plus vite sur les systèmes concernés les mises à jour publiées par Qnap qui corrigent ces vulnérabilités et protègent de leur exploitation.

Quels sont les risques encourus ?

Espionnage, vol, voire destruction de vos données suite à la prise de contrôle à distance de vos équipements concernés.

Pour en savoir plus, connaître les systèmes concernés, les mesures à prendre ainsi que la procédure à suivre, cliquer sur le lien de l'AlerteCyber concernée <https://www.cybermalveillance.gouv.fr/tous-nos-contenus/actualites/alerte-cyber-failles-de-securite-critiques-dans-les-produits-qnap-202405>



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Assistance et prévention
en sécurité numérique

Besoin d'assistance ?

En cas de besoin d'assistance, la plateforme [Cybermalveillance.gouv.fr](https://www.cybermalveillance.gouv.fr) permet de mettre en relation les victimes avec plus de 1200 prestataires référencés.

Par ailleurs, pour réduire les risques de cyberattaque, il est essentiel de sécuriser ses systèmes en amont. Cybermalveillance.gouv.fr propose une mise en relation avec des prestataires de proximité labellisés ExpertCyber en capacité d'accompagner les organisations pour la sécurisation de leurs systèmes d'information. <https://www.cybermalveillance.gouv.fr/tous-nos-contenus/label-expertcyber/decouvrir-le-label-expertcyber>

Contact presse : presse@cybermalveillance.gouv.fr

Béatrice Hervieu : 01 83 75 74 10

A propos de Cybermalveillance.gouv.fr

Cybermalveillance.gouv.fr est la plateforme du Groupement d'Intérêt Public Action contre la cybermalveillance (GIP ACYMA). Créé en 2017, ce dispositif national a pour missions la sensibilisation aux risques numériques, l'assistance aux victimes d'actes de cybermalveillance et l'observation de la menace sur le territoire français. Cybermalveillance.gouv.fr propose également un service de sécurisation en s'appuyant sur des professionnels labellisés ExpertCyber. Ses 65 membres issus du secteur public, du privé et du domaine associatif contribuent à sa mission d'intérêt général pour ses 3 publics : particuliers, entreprises et collectivités. En 2023, Cybermalveillance.gouv.fr a assisté 280 000 et accueilli 3,7 millions de visiteurs uniques. www.cybermalveillance.gouv.fr

PREMIER MINISTRE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINÉTÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE
MINISTÈRE DES ARMÉES
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
SECRETARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DU NUMÉRIQUE

